

LES CHIFFRES DU MOIS

10 000

Environ 10 000 manifestants se sont rassemblés le 7 février à Myitkyina, dans l'état Kachin, pour protester contre l'éventuelle reprise du barrage très controversé de Myitsone...



5

Assassinat d'U Ko Ni en 2017 : L'ancien officier militaire en procès, pourtant considéré comme l'un des cerveaux du complot, a été condamné à 5 ans de prison. Le tueur et son complice ont écopé de la peine de mort, tandis que l'homme accusé d'être le principal commanditaire reste en fuite.



48

L'armée vient de déclarer que 48 principes de base inscrits dans la Constitution de 2008 sont intouchables, en particulier ceux qui garantissent son rôle politique de premier plan.



Constitution of the Republic of the
Union of Myanmar
(2008)

ပြည်ထောင်စုထူထောင်ခြင်းအခိုင်ခံ့စေ
နွဲ့စည်းပုံအခြေခံဥပဒေ
(၂၀၀၈ ခုနှစ်)

Combats dans l'état d'Arakan : l'armée mise en cause, de nouveau



Les combats entre l'Armée de l'Arakan (AA) et l'armée birmane se poursuivent. Dans un communiqué du 11 février, Amnesty International déclare que « les forces de sécurité bombardent des villages et empêchent des civils d'accéder à des denrées alimentaires et à une assistance humanitaire ». Ces opérations « rappellent une nouvelle fois que l'armée birmane agit sans aucune considération pour les droits humains. » Amnesty International a par ailleurs reçu des informations selon lesquelles des divisions ayant commis des atrocités contre les Rohingya en août et en septembre 2017 ont de nouveau été déployées dans l'État d'Arakan ces dernières semaines. « Bien que la communauté internationale ait condamné les atrocités commises par l'armée, tous les éléments laissent à penser qu'elle se rend de nouveau responsable de graves atteintes aux droits humains. » Le 20 février, une jeune femme de dix-huit ans a été tuée d'une balle au visage et un enfant de quatre ans blessé dans le village de Myin Hpu, au cours d'un bombardement « aveugle » de l'armée. Les autorités utilisent par ailleurs des lois répressives pour procéder à des arrestations dans la région.



Etat d'Arakan : Aung San Suu Kyi veut... des investisseurs

« Exploiter des opportunités uniques », tel fut le credo des autorités birmanes lors d'un récent sommet national sur l'investissement en Birmanie. Peu de temps après, huit chambres de commerce occidentales, parmi lesquelles celle de la France, ont fait savoir que le nombre d'entreprises occidentales ayant fait le choix de « participer plutôt que d'isoler » - et donc d'investir en Birmanie - était en augmentation. En février, un sommet consacré aux investissements étrangers dans l'état d'Arakan a d'ailleurs eu lieu, vantant notamment la beauté de ses plages pour l'industrie touristique. Une agence gouvernementale japonaise était partenaire de l'événement, censé attirer les investissements « pour contribuer au développement et à la paix ». Dans un contexte de violations des droits humains et de restrictions d'accès à l'aide humanitaire dans sa région nord, le slogan des autorités annonce que « l'état d'Arakan est ouvert au monde pour les affaires ». Les 9 milliards de dollars déjà investis par des entreprises étrangères dans la région ont-ils contribué à solutionner la crise ?

Elections générales en 2020 : de nouveaux partis politiques à venir...

L'ancien général et homme fort du régime militaire, U Shwe Mann, enregistre actuellement un nouveau parti : l'Union Betterment Party (UBP) ou « Parti pour l'amélioration de l'Union ». L'UBP annonce vouloir aider à l'établissement d'une démocratie fédérale, contribuer au développement du pays, renforcer l'état de droit et œuvrer à la rédaction d'une Constitution adaptée au pays. Proche d'Aung San Suu Kyi, U Shwe Mann ambitionnerait de la soutenir à travers son parti en renforçant le gouvernement civil. Comment ? En divisant le vote pour le Parti de l'union, de la solidarité et du développement (USDP). Les analystes s'accordent en effet pour dire que lors des prochaines élections l'UBP prendra des voix à l'USDP, le parti des militaires. Selon la commission électorale de l'Union, quatre-vingt seize partis politiques sont actuellement enregistrés en Birmanie. A l'approche des élections de 2020, la création de nouveaux partis politiques est encore attendue.

Des réfugiés rapatriés dans le sud-est de la Birmanie, en partenariat avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU

Environ 500 réfugiés s'apprêtent à rentrer en Birmanie dans le cadre d'un accord de rapatriement volontaire mis en place par les autorités thaïlandaises et birmanes, en partenariat avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU. Il s'agit du troisième rapatriement de ce type depuis la fin de l'année 2016 : 164 réfugiés des camps thaïlandais sont ainsi retournés dans leur pays, en octobre 2016, puis en mai 2018. Le HCR considère que les conditions se sont améliorées dans certaines parties du sud-est de la Birmanie et qu'elles permettent le retour de ces réfugiés. Leur réinsertion en Birmanie doit faire l'objet d'un accompagnement du HCR, qui devra suivre le déroulement de ce programme. Près de 100 000 réfugiés birmans vivent dans neuf camps situés le long de la frontière birmano-thaïlandaise, majoritairement d'ethnie Karen et Karenni. La plupart de ces réfugiés ont décliné un retour en Birmanie, invoquant l'insécurité persistante, la présence de mines, la perte de leurs terres, l'absence de garantie en matière de droits et une militarisation persistante.

Réforme de la Constitution : l'armée accuse la LND d'ouvrir... « un champ de bataille »

Un comité parlementaire chargé d'œuvrer à la réforme de la Constitution de 2008 a été constitué. Cette initiative de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) suscite des réactions hostiles de la part des militaires. L'armée a d'ailleurs déclaré que 48 principes de base contenus dans la Constitution étaient intouchables, en particulier ceux qui lui garantissent un rôle politique de premier plan. L'armée a ajouté qu'elle continuera d'occuper ce rôle... tant qu'il y aura des organisations armées ethniques dans le pays. Dans la foulée, le porte-parole de la LND a fait savoir que si l'armée considère son rôle politique comme relevant de l'essence même de la Constitution, le LND ne partage pas cette analyse : l'essence de la Constitution devrait être fondée sur la représentation publique ; la souveraineté de l'Union devrait dériver du peuple. En écho à ces déclarations, des milliers de personnes ont manifesté le 26 février à Rangoun pour réclamer une réforme!



crédit photo : Myat Thu Kyaw/Reuters

Un adolescent tué par des militaires dans le nord de l'état Shan

La Ta'ang Women's Organization (TWO) rapporte qu'un adolescent de dix-sept ans, Mai Aike Zaup, a été tué par des militaires dans le nord de l'état Shan le 18 février, alors qu'il revenait d'un festival en compagnie d'un ami. Apercevant l'armée à l'entrée de son village, il aurait paniqué et cherché à s'enfuir. Selon un scénario tristement récurrent, l'armée aurait ensuite ouvert le feu au motif de son appartenance supposée à la Ta'ang National Liberation Army (TNLA). La famille a ensuite reçu une compensation financière de la part des militaires, en lieu et place d'un procès pour meurtre. Le nord de l'état Shan est une zone couverte par le cessez-le-feu unilatéral décrété par l'armée en décembre dernier, mais des altercations continuent d'avoir lieu entre l'armée et la TNLA. Et des vies continuent d'être fauchées, en toute impunité.

LE FOCUS DU MOIS

Général Aung San : la statue de la discorde

*« Nous ne voulons pas la statue du général Aung San,
nous voulons la réalisation de sa promesse. »*

Depuis le mois de juillet 2018, des dizaines de manifestants pacifiques opposés à l'inauguration d'une statue du général Aung San dans la ville de Loikaw, capitale de l'état Karenni/Kayah, ont été interpellés et poursuivis en justice, avant de voir les accusations pesant sur eux levées. L'opposition à ce projet de statue a été massive. Et la répression du mouvement par les autorités a fait l'objet de vives réactions, tant dans le pays qu'à l'étranger.

En février 2018, le gouvernement de l'état Karenni/Kayah a fait part de son projet d'ériger une statue en bronze du Général Aung San dans la ville de Loikaw. Aung San, père d'Aung San Suu Kyi, est le fondateur de l'armée birmane et une figure historique de l'indépendance du pays en 1948. Signataire de l'accord historique de Panglong avec les Kachin, Chin et Shan en 1947, il est aussi celui qui a promis la reconnaissance de l'autonomie des minorités ethniques au sein d'une Birmanie fédérale et démocratique, et qui peu de temps après a été assassiné, laissant cet accord mort-né.

Le 18 juin 2018, six organisations de la société civile karenni ont publié une lettre ouverte pour s'opposer au projet de statue dans un parc de la ville. Cette lettre évoquait en particulier l'histoire et l'identité karenni et déplorait l'entreprise de « birmanisation » par laquelle l'Etat central tente d'imposer les normes et visions de l'ethnie majoritaire Bamar à l'ensemble des minorités ethniques du pays. Derrière l'opposition à l'inauguration d'une simple statue, les revendications des minorités ethniques pour la reconnaissance de leur autonomie et pour le respect de leur histoire et de leurs droits étaient donc en cause.

Le 29 janvier 2019, la statue a été amenée dans le plus grand secret à Loikaw en vue d'y être installée deux jours plus tard. **Pourtant, en juillet, le plus haut responsable de l'état Karenni/Kayah s'était publiquement engagé à ne pas ériger la statue sans que la population y consente.** Cette manière de procéder n'a fait qu'accentuer l'opposition au projet et a contribué à amplifier sa dimension politique.

Des milliers de manifestants pacifiques se sont rassemblés pour s'opposer au projet, dans un mouvement de défense de leur identité et d'opposition à ce qu'ils considèrent comme une instrumentalisation de l'histoire. Comme l'indiquait un manifestant : **« Nous ne voulons pas la statue du général Aung San, nous voulons la réalisation de sa promesse. »** Cette affirmation prend tout son sens face à la situation du pays, miné jusqu'à présent par de nombreux conflits, exposé aux violations récurrentes des droits humains commises par son armée et confronté à un gouvernement civil qui réprime journalistes et citoyens en faisant usage d'un arsenal juridique répressif qu'il aurait dû, au contraire, réformer. "L'esprit de Panglong" est devenu, pour beaucoup, un rêve inaccessible.

Selon l'ONG Fortify Rights, **82 interpellations et poursuites judiciaires ont été rapportées depuis juillet 2018**, avec une recrudescence de la répression en février 2019 (en application de la section 505(b) et (c) du Code Pénal sur la diffamation et des sections 19 et 20 de la "loi sur les rassemblements pacifiques"). Les manifestants interpellés étaient passibles de peines d'emprisonnement. Or comme le souligne Fortify Rights, des peines délictuelles pour avoir manifesté pacifiquement et pour des cas de diffamation ne sont pas conformes au droit international. Les limitations apportées à des libertés publiques doivent être nécessaires et proportionnées au but visé. Enfin, ces arrestations ne sont pas seulement contraires au droit international, elles sont aussi contraires à « l'esprit de Panglong ».

Le 12 février, jour de la Fête de l'Union, environ 6000 manifestants se sont rassemblés à Loikaw pour protester contre la statue. Fortify Rights indique que vingt manifestants ont alors été blessés par la police, qui a utilisé des canons à eau, lancé des gaz lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc pour disperser des manifestants non armés qui tentaient de renverser une barricade.

Des rassemblements de manifestants en faveur de la statue, parmi lesquels se trouvaient des membres de la LND, ont également eu lieu.

A la suite des grandes manifestations de février, les autorités et les chefs de file du mouvement de protestation sont parvenus à trouver un "accord" : ces derniers se sont engagés à ne plus manifester et les poursuites contre les manifestants interpellés ont été levées, le temps qu'une négociation se déroule entre les opposants à la statue et le comité en charge du projet.

Cette "trêve" doit durer **jusqu'au 21 mars**, mais les manifestations risquent de reprendre si aucun accord n'est trouvé. Les opposants à la statue d'Aung San dans l'état Karenni/ Kayah maintiennent leur demande de retrait.

Une campagne plus vaste d'inaugurations de statues du Général Aung San est à l'oeuvre dans les états ethniques. Elle exacerbe les tensions, et nombreux sont ceux qui accusent la LND de la soutenir. Au final, la LND pourrait, à cause de cette affaire parmi d'autres, continuer à perdre des voix. Une simple statue, lourde de symboles, illustre les ambiguïtés et les échecs du processus de paix actuel.